

---

N°. 347.

---

L'AMI DU PEUPLE,

O U

LE PUBLICISTE PARISIEN,

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT, auteur del'Offrande à la patrie,  
du Moniteur, et du plan de constitution, etc.

---

*Vitam impendere vero.*

---

Du Vendredi, 21 Janvier 1791.

Pieces essentielles pour caractériser les fripons  
au timon des affaires publiques. — Etrange  
ressource offerte par l'administration muni-  
cipale aux citoyens qui ont bien mérité de  
la patrie. — Glorieux arrêté de la section  
du Théâtre François, contre les mouchards  
et leurs patrons-municipaux. — Infâmie de  
l'avocat des mouchards, affichée par lui-  
même. — Desseins de l'ami du peuple.

Les pieces qui suivent sont des morceaux trop in-  
téressans à conserver pour que je néglige de les con-  
signer dans ma feuille. Ils servent à peindre la tour-  
nure d'esprit, la bassesse, la corruption et la turpitude

des ennemis de la révolution, qui sont au timon des affaires, et à caractériser l'honnêteté, la franchise, la droiture et le courage du peuple, toujours calomnié par les fripons qui le pillent et l'oppriment.

### *Notice.*

Un citoyen qui, depuis la prise de la Bastille, s'est rendu utile dans son district, où il a toujours été employé en qualité de secrétaire, croyant que ses services l'autorisoient à pouvoir prétendre à quelque place dans les bureaux de la municipalité, s'est adressé à l'un des administrateurs de la police, qui lui a obligamment offert une place d'observateur de mouchar, en l'assurant que ces places n'étoient pas déshonorantes, comme elles le paroissent sous l'ancien régime.

Faire d'infâme espions de tous les infortunés pour noter les bons patriotes et anéantir la liberté. Voilà donc l'unique étude de nos municipaux : oh ! les dignes pères du peuple, les sages régénérateurs des mœurs, les fideles gardiens des loix !

L'assemblée générale de la section du Théâtre François, convoquée extraordinairement d'après une pétition, signée par cinquante citoyens actifs, dont l'objet est de dénoncer les abus graves et multipliés que se permettent les administrateurs de la police dans l'exercice de leurs fonctions. Après avoir entendu le rapport qui lui a été fait par un de ses membres, sur les arrestations illégales et vexatoires des sieurs James, Rotondo et autres, et sur les circonstances qui ont accompagné leur emprisonnement.

Après avoir également entendu la lecture de différentes pieces qui ont été mises sur le bureau, et qui constatent que l'espionnage et la délation sont les grands ressorts de la police municipale, comme ils l'étoient sous le régime odieux du despotisme des ministres.



Considérant que ce seroit en vain que nous nous flatterions d'être devenus libres, si les chefs de la municipalité pouvoient se permettre de violer la propriété des citoyens ; d'attenter impunément à leur sûreté et à leur liberté, droits naturels et imprescriptibles, dont la conservation est le but de toute société, et pour la défense desquels toute résistance est permise.

Considérant 1°. qu'aux termes de l'article VII des droits de l'homme et du citoyen, nul ne peut être accusé, arrêté ni détenu, que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites. Que ceux qui sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter des ordres arbitraire doivent être punis.

2°. Que cette loi sainte, et qui est devenue la sauvegarde de la liberté françoise ; que cette loi, que tout fonctionnaire public a juré de maintenir et dont l'infraction est une véritable forfaiture, est absolument méconnue par nos administrateurs du bureau de la police et journellement méprisée par les suppôts qu'ils emploient à sa violation.

3°. Que le mode de l'espionnage tend, visiblement, à entretenir la corruption des mœurs dans la capitale, et à s'opposer aux progrès de leur régénération qui doit être le fruit d'une constitution libre.

4°. Que si le trafic de la bassesse et de la perfidie est un crime pour des magistrats délégués par le peuple il en est un plus répréhensible encore, et que l'on n'est malheureusement que trop fondé à leur reprocher ; c'est d'avoir profané l'uniforme de la garde nationale, ce vêtement honorable destiné à faire connoître les citoyens qui se vouent à la défense de la liberté, en en décorant des hommes vils, en accordant même à plusieurs les distinctions de l'épaulette, pour mieux couvrir leurs infâmes manœuvres.

5°. Considérant enfin, que le législateur, en char-

geant les officiers-municipaux de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, n'a point entendu consacrer un régime, infâme, contre lequel des esclaves n'osoient que murmurer tacitement, mais que des hommes libres doivent repousser hautement.

L'assemblée déclare que son opinion est 1°. Que toute la commune de Paris doit se réunir et s'occuper des moyens de faire cesser le plus promptement possible, un régime aussi inconstitutionnel et qui ne prouve de la part de ceux qui l'emploient, que leur peu de ressource, ou l'esprit de despotisme dont ils sont animés.

De proscrire l'espionnage, parce qu'il tend à diviser les citoyens en semant la défiance parmi eux, et par conséquent sappe la liberté jusques dans ses fondemens : parce qu'il enfante le crime qu'il semble poursuivre, et que le prix qui lui est assuré le multiplie et le perpétue, sur-tout, en permettant qu'un mouchard soit témoin du délit qu'il dénonce.

Et comme il n'a été nommé de magistrats que pour faire exécuter la loi, que ceux actuels, ayant compromis la liberté du peuple, la forfaiture est acquise contre eux, et doit être jugée.

2°. Que la commune doit s'empresser de déclarer qu'elle n'a jamais entendu salarier, de ses deniers, les légions d'espions qui paroissent disséminées dans la capitale; et demander que les comptes, notamment ceux du bureau de police, soient imprimés et envoyés dans toutes les sections.

3°. Que la commune enfin doit demander à M. le maire, qu'il retire incessamment des mains de ces espions les brevets d'officiers à la suite de l'état-major dont ils sont pourvus, et leur défendre de souiller à l'avenir l'uniforme de la garde nationale.

Ordonne que la présente déclaration sera imprimée et envoyée aux quarante-sept autres sections, avec invitation d'y adhérer et de faire passer leur adhésion à celle du Théâtre François, qui se chargera lorsqu'elle en aura huit, de demander la convocation générale de la commune, afin de nommer des commissaires et à viser en commun au moyen de faire cesser de pareils abus.



A moins que l'on ne commence par s'assurer de tous les mouchards dénoncés, ce glorieux arrêté n'aura d'autre effet que celui de les faire passer en province pour y exercer leur infâme métier : et à moins que l'on ne prenne le parti de marquer d'une manière à être toujours reconnus, ceux qui seront pris ; il sera de toute impossibilité de jamais se débarrasser de cette engeance maudite. J'ai proposé de les flétrir d'un fer chaud sur le frond : cela seroit très-bien, si l'opération n'étoit pas si longue : il vaut donc mieux leur couper le nez. Que les fripons qui les protegent crient à la barbarie tant qu'ils voudront, il faudra nécessairement en venir là.

*Dénonciation d'un attentat contre la sûreté des citoyens.*

Par le plus pur effet du hasard, le Sr. Maillard, étant à diner au châtelet, s'est trouvé avec le Sr. Mathon de la Varenne, auquel il a demandé s'il étoit vrai qu'il se fut chargé de l'affaire de Kabert, Millet, Dubois et autres. Là-dessus, il lui fit part, dans le plus grand détail, de la dénonciation des vainqueurs de la Bastille contre eux, de l'assassinat qu'ils ont commis contre le malheureux Rotoado, qui, depuis six semaines, gémit sous les liens d'un injuste décret, enfin qu'il alloit se couvrir de honte s'il continuoit à les défendre.

Le Sr. Mathon de la Varenne répondit que c'étoit singulier ; que la cause ci-dessus lui paroissoit bonne ; que, depuis 5 à 6 jours, il étoit sans cesse avec deux aides-de-camp de M. de la Fayette ; que l'un, à la ville, lui a offert une superbe place s'il parvenoit à tirer d'affaire Kabert, Millet, Dubois et autres ; que l'autre ne le quittoit pas d'un instant ; même que depuis 5 à 6 jours, s'il avoit voulu, il auroit reçu plus de vingt mille francs. Le soussigné, indigné, récrut qu'il alloit se déshonorer en défendant ses cliens, dont la cause étoit absolument celle du despotisme ; que cela étoit surprenant de la part d'un homme, qui, depuis la révolution, avoit pris

si chaudement le parti de la liberté ; enfin qu'il soulèveroit contre lui le public éclairé, qui ne pardonne rien à ceux qui l'attaquent.

» Quant à cela, dit le Sr. Mathon de la Varenne, je le pérorerai ? A la vérité, un des aides-de-camp, que je vois tous les jours, m'a bien dit qu'il se présentera à l'audience deux ou trois mille brigands ; mais moi, de mon côté, on m'a proposé quatre cens chasseurs pour me défendre ; il ne tient qu'à moi de les commander : eh bien, a répliqué le Sr. Maillard, si mercredi matin ils se servent de leurs armes contre leurs freres, ce dont je ne les crois pas capables, ils massacreront quatre mille patriotes et peut-être plus, car vous y trouverez tous les honnêtes gens qui, esclaves des loix, doivent n'écouter que la justice et la raison. » A ces mots, le Sr. Mathon de la Varenne interdit a gardé le silence, baissé les yeux et a paru regretter les paroles indiscrettes qui lui étoient échappées ; il a même avoué qu'il donneroit 25 louis pour ne pas s'être chargé de l'affaire de Kahert, Millet, Dubois et autres.

Le Sr. Maillard, malgré l'impunité des attentats que des soidisant chasseurs ont commis, le 3 de ce mois, contre le Sr. Cholas, marchand de vin, au coin de la rue de Noyers, en contre d'autres patriotes demeurant chez lui, et dont on a violé l'asyle en entrant de force dans leur chambre, ne se permettra aucune reflexion. Il auroit désiré pouvoir sur le champ faire parvenir cette dénonciation aux quarante-huit sections de la capitale ; mais il a à faire à des citoyens, à qui la liberté doit être chere ; il s'en rapporte à leur sagesse, pour obvier aux malheurs que nous préparent nos ennemis ; si le Sr. Mathon de la Varenne a dit la vérité.

Les témoins de ses cruels aveux, sont M. Rotondo, et un client de M. maître Mathon de la Varenne ; Mad. veuve Allard, Mad. Allard sa fille et quatre autres dont le Sr. Maillard donnera les noms et demeures (1).  
Paris ce 17 janvier 1791. (Signé), Maillard.

(1) J'ai transcrit cette piece avec d'autant plus de



*A l'Ami du peuple.*

C'est à faire à vous, notre ami, en deux jours vous avez gagné trois batailles sur les ennemis de la révolution.

Les affaires de l'infortuné Rotondo prenoient une mauvaise tournure ; avec une annonce de trois lignes, publiée dans votre feuille du 18, vous lui faites ouvrir les prisons du châtelet, comme vous avez fait ouvrir les cachots de la conciergerie ; et le voilà renvoyé blanc comme neige, avec un *il n'y a pas lieu à inculpation*. J'espère que vous lui donnerez la main pour lui faire avoir raison de ses persécuteurs.

Le 19, nous sommes menacés d'être égorgés par des satellites choisis du général, de garde à la ville : vous sommez le maire de consigner la cavalerie dans les casernes, et à l'instant tous ces coupe-jarrets sont consignés. D'honneur, notre ami, si le divin Mottié ne nous avoit trop bien fait sentir les dangers d'un commandant général, nous pourrions faire une exception en votre faveur ; mais nous n'en voulons plus, absolument plus, fut-ce de Caron lui-même.

Le même jour, le héros des deux mondes, le sublime Bailly, le vertueux Riquetti et d'autres vénérables du comité autrichien, conjurés contre la liberté de la presse, qui met leurs œuvres en lu-

---

plaisir qu'elle me fournit l'occasion de passer l'éponge sur des soupçons injurieux que M. Maillard vient de dissiper par un acte glorieux de civisme ; et sur les éloges usurpés que maître Mathon vient d'effacer lui-même par des actes honteux de platitude et de cupidité. Dans un petit billet que je lui ai écrit pour l'engager à ne pas se deshonorier en plaçant la cause des infâmes espions du maître et du général, je lui avois promis de le rendre sous huit jours le bon Azazel du barreau, s'il s'écartoit des sentiers de l'honneur ; le pauvre homme vient lui-même de m'en épargner la peine, et ça été l'affaire d'un moment. Quel homme honnête a lu cette dénonciation et n'a pas frissonné d'horreur ?

miere, engagent freres Fermond et Bianzat à dénoncer un faux *brief du pape*, qu'ils avoient forgé tout exprès pour fournir un prétexte au patriot Malouet de dénoncer des écrits sanguinaires et atroces qui excitent le peuple à la révolte, au meurtre et à l'assassinat; c'est-à-dire les feuilles de l'Ami du peuple, qu'il n'osoit nommer; de ce défenseur imperturbable de la patrie qui le premier nous fit connoître la nécessité de surveiller et de démasquer les fonctionnaires publics; de cet apôtre de la vérité, qui s'est vu poursuivi tour à tour par les ministres, la municipalité, les tribunaux, la finance, la robe, l'armée; et qui décrété par le châtelet, l'assemblée nationale, et le tribunal d'état, pour des inculpations méritées, s'est moqué de leur juridiction usurpée, a redoublé d'énergie; n'a épargné aucun agent de l'autorité, et n'a voulu se soumettre qu'au tribunal de l'opinion publique.

La voilà donc enfin fixée cette opinion publique, et c'est en faisant valoir les principes de l'Ami du peuple que notre cher Barnave a déconcerté les conjurés: » Il viendra un tems, MM., s'est-il écrié dans l'assemblée, où nous nous rallierons tous à cette maxime, qu'il doit être permis de tout dire et de tout écrire sur les opinions et la conduite des hommes publics. C'est à quoi ils devront s'attendre, en acceptant les emplois qui leur seront confiés. »

Cette doctrine est donc consacrée par le législateur lui-même; et à vous dire vrai, je crois qu'il regrette un peu le décret qu'il a lancé contre vous.

Ce n'est pas sans peine, mon cher Marat, que vous êtes parvenu à former à cet égard l'esprit public; mais ce triomphe doit vous dédommager de tous les maux que vous avez souffert et de tous les dangers que vous avez couru pour le salut de vos concitoyens, qui vous témoigneront un jour, avec usure, toutes les obligations qu'ils vous ont. Continuez à veiller pour nous.

MARAT, l'Ami du peuple.

De l'Imprimerie de MARAT.